

RESISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas !

Numéro 37

MAI 2006



Le mot de la Présidente

Que nos amies Marie Renault et Aure André veuillent bien me pardonner mais mon édito aura un peu aujourd'hui la forme d'un « coup de gueule » !



Comment faire autrement dans cette actualité ? Selon les médias, celle-ci serait dominée par l'affaire Clearstream ! Les politiques, de droite comme de gauche, jouent tous le même jeu. Or, que révèle le scandale Clearstream ? Rien ! Seulement, qu'à droite, on est prêt à tout pour écraser son rival et, qu'à gauche, on se réjouit de cette bataille de chiffonniers sur fond de « secrets d'Etat » et de magouilles financières. Belle nouvelle ! Qui ne savait pas que Villepin et Sarkozy, qui chassent sur les mêmes terres, sont prêts à se tuer mutuellement ? Qui ne savait pas que les ténors du PS aimeraient bien que le seul rejet de la droite leur permette, sans avoir à se remettre en cause, de revenir au gouvernement ?

Certes, le système est pourri. Faut-il en déduire que les institutions de la V^{ème} République sont obsolètes ? C'est un débat. Il n'est pas essentiel. Ce qui gangrène le système c'est que, malgré les alternances politiques, c'est toujours le libéralisme qui est gagnant.

Ce n'est ni l'affaire Clearstream ni l'avènement d'une nouvelle constitution qui préoccupe le peuple. C'est sa vie quotidienne. Aussi, il reste un spectateur à la fois désabusé, déçu et sévère de ce manège politico-médiatique.

Pendant que les politiques se chamaillent hors sol, le peuple souffre, comme en témoigne une récente étude de l'INSEE, montrant que, contrairement aux idées reçues, la France n'est pas le pays d'Europe où les salaires sont les plus importants ni le temps de travail le moins élevé, loin s'en faut. Cette souffrance, le peuple l'exprime en silence, pour l'instant. Mais, dans un an, il aura l'occasion de dire à nouveau ce qu'il pense dans les urnes, comme il l'a fait le 29 mai 2005 lors du référendum sur la « constitution européenne ».

Et soyez-en sûrs, à cette occasion, le peuple ne se contentera pas de belles paroles, comme il l'a une fois de plus montré récemment, en obligeant le gouvernement à retirer le CPE, après avoir affiché sa détermination et son soutien sans faille au combat des organisations syndicales étudiantes et salariées. Il ne se déplacera aux urnes que s'il est convaincu que ses attentes seront enfin prises en compte.

A gauche, seul un candidat qui, dès aujourd'hui, saurait remettre le social au cœur de son projet, pourra espérer porter ses espoirs.

Marinette BACHE

SOMMAIRE

Solidarité
Internationale
(Page 2)

L'UE et les européens:
un sondage révélateur
(page 2)

La flexisécurité
danoise :
le conte et la réalité
(pages 3 et 4)

Appel de la
Convergence
nationale des collectifs
de défense et de
développement des
services publics
(pages 5 et 6)

Actualité sociale
(page 7)

Qui veut tuer l'hôpital
public ?
(page 8)



SOLIDARITE INTERNATIONALE

Par Emilie KERDUJAL

IRAN

Près de 1000 manifestants se sont rassemblés lundi 1^{er} mai devant le siège de la compagnie de bus de Téhéran pour protester contre l'arrestation et le licenciement de plusieurs de leurs collègues accusés d'avoir participé à des manifestations contre le gouvernement ces derniers mois. Plusieurs centaines d'employés des transports y ont pris part, rejoints par un grand nombre d'étudiants. Ils ont scandé des slogans contre le gouvernement et ont réclamé la démission du ministre du Travail et des Affaires Sociales de l'Iran, Mohammad Jahromi, membre fondateur du Corps des gardiens de la révolution dans les provinces de Guilan et Mazandaran en 1979, brandissant des bannières réclamant la libération des employés des transports emprisonnés. Plusieurs travailleurs et une dizaine d'étudiants ont été arrêtés dans les émeutes qui ont suivi la dispersion de la manifestation par la police.

Les autorités iraniennes avaient lancé de fortes mesures de répression contre les employés des transports en janvier, arrêtant un grand nombre de chauffeurs de bus qui avaient décidé de se mettre en grève. En février, les agents du ministère des Renseignements, la police secrète du pays, ont conduit des raids nocturnes aux domiciles des chauffeurs de bus et des travailleurs en grève à Téhéran, arrêtant plus d'un millier de personnes pour des motifs politiques. (source : www.lasociale.net).

BOLIVIE

Le nouveau président de Bolivie, Evo Morales, actuellement en tournée officielle en Europe et notamment en France, a annoncé la nationalisation de l'ensemble des structures pétrolières de son pays et son intention de rejoindre l'OPEP avec pour objectif que les ressources pétrolières servent d'abord augmenter le niveau de vie de la population bolivienne au lieu d'enrichir les compagnies pétrolières.

Evo MORALES a également profité de son séjour en France pour évoquer le problème de l'eau dans son pays. El Alta, ancien bidonville de la capitale La Paz n'a toujours aucun circuit d'alimentation en eau potable. La banque mondiale a refusé le prêt demandé par le président bolivien pour effectuer un raccordement. Motif : la Bolivie refuse que ce soit privatisé ! Eh bien, c'est le conseil général de Seine-Saint-Denis, la ville de Paris et sans doute le conseil général du Val-de-Marne, qui vont participer solidairement à cette installation. Réso salue la décision de ces collectivités.

AVEZ-VOUS REMARQUE ?

L'UE et les Européens : un sondage révélateur

Si l'on en croit une enquête réalisée auprès de 24.750 citoyens de pays de l'UE, 10 mois après le rejet de la Constitution de l'UE par la France et les Pays-Bas, seules 39 % des personnes interrogées estiment que l'Europe va dans la bonne direction.

Elles sont 34 % à penser que leur pays a pris la bonne voie. Les Français sont de loin les plus pessimistes, suivis de près par les Italiens.

47 % des sondés disent avoir peur de la mondialisation, contre 37 % qui y voient "une bonne opportunité". En 2003, dans l'UE des Quinze, 56 % des personnes interrogées pour une enquête équivalente considéraient la mondialisation comme une chance...

Aucune proposition soumise cette année (entre le 20 février et le 24 mars) aux sondés ne recueille plus du quart des suffrages, à part la nécessité d'avoir des niveaux de vie comparables dans tous les pays membres. De plus, cette priorité donnée au niveau de vie, n'obtient 51 % des suffrages qu'en raison du vote massif en sa faveur des citoyens des nouveaux États d'Europe de l'Est.

Une Constitution n'est considérée comme un élément clé pour l'avenir que par 25 % des sondés. Parmi les plus défavorables à l'adoption d'une Constitution, on trouve les pays d'Europe de l'Est, le Portugal, l'Irlande, la Grande-Bretagne, l'Autriche et la Finlande.

Seuls 26 % des sondés citent l'euro comme élément clé pour l'avenir. La devise européenne est loin d'être populaire, car seuls 27 % des sondés la classent parmi les "résultats positifs" de la construction européenne.

D'une manière générale, les personnes interrogées pour les besoins de l'enquête sont très critiques à l'égard de la politique de l'UE. Celle-ci obtient ses meilleures notes (tout juste passables avec 5,8 et 5,7 sur 10) dans le domaine de la recherche et de l'innovation et la protection des droits de l'Homme. Quand à la protection des droits sociaux ou de la lutte contre le chômage, l'Union n'obtient même pas la moyenne (respectivement 4,7 et 3,8 sur 10)...

PLACE AU DEBAT

Au pays de la petite sirène FLEXISECURITE DANOISE : LE CONTE ET LA REALITE par Claude CHAILLE

La mondialisation libérale, les médias, les libéraux de tous types, vantent la flexisécurité danoise. Bruxelles veut la mettre en œuvre partout. Etudions là.

UNE FLEXIBILITE TOTALE (et pourtant jugée insuffisante !)

- Code du travail réduit au minimum ; pas de salaire minimum
- On peut licencier pratiquement sans préavis
- Très faibles indemnités de licenciement, 0 pour moins de 12 ans d'ancienneté

Remarque : les indemnités sont un des principaux freins aux licenciements en France. Le MEDEF cherche avant tout à les rendre plus économiques.

- En 2003 **25 % des danois ont changé de travail** (on se demande comment on peut gérer efficacement des entreprises avec une telle rotation !).

Les indemnités chômage : elles ne sont pas de 90 % pendant 4 ans

-Seule la 1^{ère} année est à 90 % et pas pour tout le monde : le plafond fait perdre plus de 10 % à beaucoup, il faut 52 semaines de travail au cours des 3 dernières années (pas facile à atteindre avec 25 % de mobilité par an)...

Remarque : en France avec le préavis, les indemnités de licenciement et les ASSEDIC, les conventions collectives, on peut toucher nettement plus la 1^{ère} année.

- Après 6 mois ou 1 an commence la période « d'acti-ation » dans laquelle il faut accepter ce qui est proposé ou on est fortement pénalisé.

26 % gagnent moins de 70 euros par semaine.

LE TAUX DE CHOMAGE REEL N'EST PAS DE 5 à 6 %

Le chiffre officiel du chômage ne tient pas compte de beaucoup de salariés en retraite anticipée, considérés comme inadaptables...D'après le syndicat LO, **la réalité est de l'ordre de 12 ou 14 %**.

Le rapport parlementaire français (9 novembre 2004) donne des chiffres suivants :

LE CHÔMAGE AU DANEMARK (CHIFFRES 2003)		
Personnes assurées	2.350.000	235000
Chômeurs	190.000	8,1%
Chômeurs en activation	38.000	1,6%
Chômeurs en fin de droit pris en charge par l'aide sociale	43.000	1,8%
« Passifs » (autres problèmes que le chômage)	95.000	4,0%

LE CHÔMAGE AU DANEMARK (CHIFFRES 2003) suite		
Réinsertion	33.000	1,4%
Stagiaires	32.000	1,4%
Retraites anticipées et temps partiel	185.000	7,9%
Retraites anticipées	260.000	11,1%
Congés maladie	77.000	3,3%

La clé de voûte du modèle danois : LA PUISSANCE SYNDICALE

80 % des salariés sont syndiqués. A l'échelle de la France c'est comme s'il y avait 22 millions de syndiqués. La principale centrale syndicale est LO, 1700 000 membres, équivalent en France de 19 millions.

Une rigidité dont le gouvernement et le MEDEF ne parlent pas : les employeurs sont obligés de n'embaucher que des syndiqués (*remarque* : ceux qui vantent le modèle danois sont-ils prêts à contraindre les entreprises à embaucher uniquement les syndiqués CGT, ou CFDT ou FO... ?)

C'est ce rapport de forces qui uniformise les avantages, rétablit dans les conventions collectives ce qui n'existe pas dans la code du travail et permet aux danois d'avoir les salaires les plus élevés d'Europe.

QUELQUES AUTRES SPECIFICITES DANOISES

- **Le Danemark ne fait pas partie de l'Euro**, et peut donc maîtriser sa politique monétaire. Il échappe à la politique de la BCE qui fait perdre tant d'emplois (euro fort qui pénalise l'exportation, désindustrialise...). C'est en créant ou ne perdant pas des emplois que le Danemark fait reculer le chômage et non par la flexibilité

- **Les prélèvements obligatoires** sont nettement plus importants qu'en France, la TVA est à 25 %, la tranche marginale de l'impôt sur le revenu de 60 %.

Remarque : on entend parfois dire qu'appliquer le modèle danois consisterait à diminuer les charges des entreprises et augmenter la TVA. Ce serait une nouvelle baisse du pouvoir d'achat au profit des actionnaires. Au Danemark, il y a un autre équilibre car les salaires sont infiniment plus élevés qu'en France :



PLACE AU DEBAT

(suite de la page 3)

LE CLASSEMENT DES PREMIERS PAYS EUROPEENS SELON LE SALAIRE HORAIRE MÉDIAN BRUT		
Rang	Pays	Ratio du salaire médian
1	Danemark	100
2	Suisse	79
3	Luxembourg	72
4	Norvège	69
5	Allemagne	63
6	Pays-Bas	61
7	Italie	60
9	Royaume-Uni	58
12	Suède	54
13	Belgique	52
14	France	51

Source : Fed EE cité par le rapport parlementaire

- **Le Danemark est exportateur de pétrole et de gaz** : ramené à l'échelon de la France ce sont 30 / 40 milliards d'euros qui rentrent dans les caisses.

- Très fort secteur public

- Bonne éducation de la jeunesse

- Un certain protectionnisme

Pour l'instant le Danemark s'est épargné une bonne partie des erreurs commises par la France et autres participants à l'Euroland. Mais est-ce durable?. Pas sûr du tout

LE MODELE DANOIS MENACE

Le gouvernement danois se veut le meilleur élève de Bruxelles, ce qui implique la remise en cause des avantages des salariés

- Le monopole d'embauche syndical source de sa puissance est l'objet de critiques depuis des années par la droite, le patronat...

- On veut réduire la formation initiale au profit de l'apprentissage tout au long de la vie (toute ressemblance avec notre « socle minimum »...)

- On veut passer l'âge légal de la retraite à 67 ans

- Durée du travail (proche de la France) jugée insuffisante par l'OCDE...

- **Le volet « sécurité », les indemnités menacées :**

- La durée d'1 an à 90 % est en débat car jugée trop longue.

- On parle d'abaisser le plafond d'indemnisation du chômage...

- La protection sociale serait trop généreuse, donc pas assez incitative

- La flexibilité est jugée insuffisante : les danois renâcleraient à prendre leur baluchon et à changer de région à tout propos

D'une façon générale, l'Etat providence est menacé.

En France la flexisécurité et la « sécurisation des parcours professionnels » sont en principe au programme du gouvernement Chirac dès juin.

Nous refusons que le « modèle » danois soit un prétexte à instaurer la précarité.

En France, il n'y a pas 20 millions de syndiqués. Dans beaucoup d'entreprises le contrepoids syndical est quasi inexistant, parfois il n'y a pas de convention collective.

En France, **c'est la loi, le code du travail** qui assurent un minimum de droits pour tous les salariés

- En France, **le contrat normal, c'est le CDI**. Le projet de MM Sarkozy, Fillon... de le dénaturer en « non contrat » danois ou en CNE / CPE à vie est inacceptable

- L'aspect sécurité au Danemark coûte cher car il concerne en permanence 25 % des salariés. Si on voulait l'appliquer, **il faudrait mettre 30 milliards d'euros de plus dans les ASSEDIC, la formation...** A défaut du modèle danois, il reste uniquement l'absence de droits, la précarité, digne d'un pays sous-développé

- **La meilleure « activation » de l'emploi, la moins coûteuse, c'est de garder son emploi et non d'être indemnisé 4 ans.**

Il faut résister au MEDEF qui veut pouvoir licencier vite et avec des indemnités symboliques. Il faut conserver la contribution Delalande qui limite les licenciements des plus de 50 ans.

Nous refuserons d'être condamnés au CPE / CNE à perpétuité

Nous défendons le CDI, le code du travail.

La solution ce n'est pas d'accroître la flexibilité, la précarité,

La solution c'est de CREER DES EMPLOIS



PLACE AU DEBAT

APPEL DE LA

CONVERGENCE NATIONALE DES COLLECTIFS de DÉFENSE et de DÉVELOPPEMENT des SERVICES PUBLICS

*NOUS, Collectifs, Organisations syndicales, associatives, politiques, Élu(e)s et Collectivités
avec la CONVERGENCE NATIONALE
des COLLECTIFS de Défense et de Développement des Services Publics,
nous appelons toutes celles et ceux qui vivent dans notre Pays à faire du*

**SAMEDI 10 JUIN 2006,
UNE GRANDE JOURNÉE NATIONALE POUR LES SERVICES PUBLICS.**

*Sur TOUT LE TERRITOIRE
et dans des formes diverses décidées par les Collectifs eux-mêmes
(Défilés, forums, rassemblements...),
l'exigence de
« SERVICES PUBLICS DE QUALITÉ, PARTOUT, POUR TOUTES ET TOUS ! »
doit se manifester massivement.*

NOUS VOULONS

- ▶ les **RECONQUÉRIR** – parce que depuis des années, ils sont victimes de gouvernements qui, au nom de la rentabilité, les ont sciemment détériorés, privés de moyens, livrés aux intérêts privés.
- ▶ les **DÉVELOPPER** et les **ÉTENDRE** – parce que pendant des années leur rôle et leurs missions ont été sciemment réduits et que des besoins nouveaux sont apparus !
- ▶ les **DÉMOCRATISER** – parce que la participation des Usager(e)s, des Élu(e)s, des Salarié(e)s et des Organisations syndicales, des Associations, à la définition collective de leurs objectifs et au contrôle de leur fonctionnement est une nécessité absolue pour leur efficacité et pour une réelle prise en compte des besoins des populations. Ainsi ils pourront être pleinement au service de l'Intérêt Général et non à celui d'intérêts privés et de logiques technocratiques.

◆ **NOUS FERONS DU 10 JUIN UNE GRANDE JOURNÉE DE CONVERGENCE DE TOUTES LES FORCES QUI SONT EN LUTTE**, que ce soit à propos de la Poste, de l'Hôpital et la Santé, de l'Éducation, des Transports, de l'Énergie, de l'Équipement...

- pour **RÉSISTER** aux politiques organisant la régression et le démantèlement des Services Publics

- pour **EXIGER** qu'ils soient mis en capacité de garantir, sur l'ensemble du territoire, l'accès libre et égal de toutes et tous aux **DROITS FONDAMENTAUX** et qu'ils puissent, à tous les niveaux et aussi bien en milieu rural que dans les grandes villes et leurs banlieues, jouer un rôle déterminant dans l'activité économique, l'aménagement équilibré du Territoire, le respect de l'environnement et la satisfaction des besoins sociaux essentiels.

Pour cela, **IL FAUT RECONQUÉRIR ET DÉVELOPPER une propriété publique importante, en situation de non concurrence, à partir des Services de réseaux déjà privatisés ou en voie de l'être, auxquels viendront s'ajouter de nouveaux Services Publics, décidés et installés démocratiquement.**

La qualité de nos vies et celle de l'avenir de nos enfants en dépendent !

◆ **NOUS NE SOMMES PAS SEULS !**

En Allemagne, en Grèce, en Norvège, au Royaume-Uni, d'importantes luttes convergent avec les nôtres.

Les peuples opposent une résistance de plus en plus résolue aux politiques libérales qui, en Europe comme sur tous les Continents, veulent réduire à l'état de marchandises l'ensemble des activités humaines, les soumettre à une concurrence généralisée pour satisfaire des intérêts privés au détriment de l'intérêt général et de la solidarité.

Ces politiques, par la recherche permanente d'une rentabilité financière maximale, engendrent la croissance des inégalités et pour le plus grand nombre, la précarité, l'insécurité sociale et les discriminations.

Ce sont elles que par deux fois en moins d'un an, avec le référendum sur le Traité Constitutionnel Européen et les mobilisations historiques pour le retrait du CPE, une majorité de françaises et de français ont clairement rejetées, mettant en difficulté le Gouvernement et montrant leur forte aspiration à d'autres choix de société.

◆ **IL FAUT POURSUIVRE CE MOUVEMENT, RENFORCER LES CONVERGENCES ET LES DYNAMIQUES UNITAIRES POUR EXIGER**

- que soient mises en œuvre, dans l'ensemble des grands secteurs de la vie économique et sociale du pays – agriculture, industrie, services –, des politiques publiques ambitieuses fondées sur les priorités que sont l'Éducation et la Formation, l'Emploi et la sécurité professionnelle, l'accès aux Droits Fondamentaux, l'Aménagement équilibré du Territoire,

- qu'il soit mis fin AU DÉSENGAGEMENT DE L'ÉTAT et à l'abandon de pans entiers d'activités des Services Publics ! C'est au contraire de politiques publiques solidaires dont les Territoires ont besoin !

La RECONQUÊTE et l' EXTENSION des Services Publics, le développement INSEPARABLE des Biens Communs, des Droits sociaux et de la Démocratie, la prise en compte des impératifs écologiques et la juste répartition des richesses produites en sont les conditions nécessaires.

NOUS REJETONS

- ▶ Le processus de libéralisation du Secteur de l'Énergie et les politiques de mise en concurrence de ses Entreprises Publiques qui permettent au Privé d'en prendre le contrôle. Le projet de fusion entre GDF et le groupe SUEZ s'inscrit dans ce processus qui livre cette entreprise nationale au Privé et les usagers commencent déjà à en payer la facture.
- ▶ Ces mêmes politiques de mise en concurrence et de privatisation, **qu'elles soient en cours ou déjà réalisées**, dans les Transports (SNCF, SNCM, RTM...), La Poste, les Télécommunications, l'Eau (captation, gestion de la ressource, distribution, assainissement) et plus généralement, tous les secteurs relevant des Droits Fondamentaux...
NOUS EXIGEONS que ces Services fassent l'objet d'une réappropriation publique, en situation non-concurrentielle, garantie par la Loi.

NOUS CONTINUONS A EXIGER DU GOUVERNEMENT

- ▶ qu'il retire toutes les mesures réduisant les moyens humains et matériels dont disposent les Services Publics pour garantir l'exercice des Droits et assurer efficacement leurs missions.
– NOTAMMENT pour l'ensemble du Service public et laïc de l'Éducation Nationale, menacé par de nombreuses mesures visant à restreindre l'accès au savoir et à la formation - dont entre autres, l'apprentissage à 14 ans, la remise en question du Collège unique, l'entrée sélective dans les Facultés et toutes les tentatives de mise en concurrence des Établissements - ainsi que pour le Secteur Public de la Santé, qui connaît une situation de crise intolérable, particulièrement dans le domaine hospitalier –

NOUS REVENDIQUONS

- ▶ la création de **SERVICES PUBLICS NOUVEAUX** dans les domaines du Logement social, des Services à la petite enfance, aux personnes âgées, dépendantes, handicapées, de la Génétique et du Médicament (recherche – production – contrôle – diffusion), du Crédit.

NOUS REFUSONS

- ▶ concernant les Collectivités Territoriales, quel que soit leur niveau, les transferts de charges sans compensations correspondantes, qui leur sont imposés par la dite « décentralisation » Raffarin, et, plus profondément, la véritable asphyxie financière à laquelle elles sont soumises par toute une série de mesures gouvernementales. **Cette décharge systématique de responsabilités met en péril la capacité de ces Collectivités à remplir leurs missions de Service Public au bénéfice de la population.**

♦ Le Collectif Unitaire responsable du Forum Social Européen a également proposé de faire du 10 juin une journée européenne de mobilisation contre la signature par le Conseil Européen (instance réunissant les chefs d'État et de Gouvernement des pays de la Communauté) de la directive dite BOLKESTEIN dont la dernière version vient d'être votée par le Parlement européen en février 2006. Cette directive est aussi une arme contre les Services Publics. C'est pourquoi nous l'avons fermement combattue dès le début de notre mouvement.

♦ Le 10 juin sera l'occasion de relier la mobilisation massive en faveur de la défense et du développement des Services Publics à celle pour le rejet de toute directive favorisant le dumping social, la précarité, les discriminations, le recul des droits et s'inscrivant dans la libéralisation et la marchandisation des services telles que les préconise l'OMC avec l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS) qui devrait se conclure fin 2006.

Comme à GUÉRET le 5 mars 2005, à PARIS le 19 novembre 2005 et toujours plus nombreux

le 10 JUIN 2006,

*par dizaines de milliers réaffirmons toutes et tous ensemble,
avec des délégations européennes partout où cela sera possible,
notre volonté d'amplifier l'action
pour que soit RECONNU et MIS EN OEUVRE,
par les mesures politiques et législatives nécessaires,
le RÔLE INDISPENSABLE des SERVICES PUBLICS
dans une société SOLIDAIRE se réclamant des valeurs républicaines
de LAÏCITÉ, de LIBERTÉ, d'ÉGALITÉ, de FRATERNITÉ.*

CGT UGFF, CGT Cheminot, CGT FNME, UD CGT Paris, FSU, Solidaires, Confédération paysanne, SNCA e.i.l, Union syndicale de la psychiatrie, Les Alternatifs, LCR, Les Verts, MRC, PCF, PS, MARS, MRC, PRS, Gauche républicaine, Attac, Copernic, UNRPA, ANECR, Collectif du 29 mai, Résistance sociale, Collectif Handicap Paris centre, les périphériques vous parlent, Le cactus/la gauche, Résistance 7e art, Ruptures, La Convention internationale des collectivités locales pour les services Publics, Collectivité hors agcs convention de Liège, UFAL, EGSAM, coordination nationale des hôpitaux et maternités de proximité, Raisons d'agir...

ACTUALITE SOCIALE

SOGERMA

Le 13 mai, les dirigeants d'EADS ont indiqué leur volonté de fermer l'entreprise Sogerma Services, filiale de maintenance aéronautique, qui emploie environ 4.000 salariés dans le monde, dont un millier à Mérignac (Gironde), où se trouve son siège social. Un plan social s'était déjà traduit par 190 suppressions d'emplois en 2005.

L'annonce brutale de cette fermeture intervient après de nombreuses erreurs de gestion qui ont entraîné des pertes importantes pour la société. La colère du personnel et des élus qui craignent que cette fermeture ne signifie un grand nombre de suppressions d'emplois a toutefois obligé EADS à préciser que cette décision de fermeture n'était pas définitive. A suivre donc ...

FORD AQUITAINE INDUSTRIES

La direction de l'usine Ford de Blanquefort (Gironde) a annoncé la suppression de 445 emplois sous forme de départs volontaires ou de pré-retraites sur les 3200 personnes que compte actuellement l'usine.

ALBERMARLE

La direction du pôle chimique américain d'Albermarle à Thann (Haut-Rhin) a annoncé la fermeture du site d'ici fin 2006 qui compte actuellement 278 salariés.

MECAPLAST

Le groupe d'équipement automobile MECAPLAST, dont le siège social est à Monaco, a annoncé la suppression de 700 emplois d'ici 2008 dont la moitié en 2006/2007. Ces suppressions d'emplois devraient affecter le site de Sainte-Marguerite (Vosges) avec la disparition de 182 emplois, ainsi que les usines de Saint-Lupion (Jura) et de Reims avec une centaine d'emplois en moins chacun et enfin le site de Vire (Calvados) avec 40 emplois supprimés.

MINISTERE DES FINANCES

La direction des Douanes du ministère de l'Economie, des finances et de l'industrie (Minefi) a présenté mercredi aux syndicats un plan de près de 650 suppressions d'emplois en trois ans, soit 198 suppressions d'emplois en 2006 puis 220 en 2007 et en 2008, Cette annonce intervient après celle de plans de suppressions d'emplois dans deux autres administrations du Minefi : 3.900 emplois vont être supprimés à la Direction générale des impôts (DGI) et 2.740 à la Direction générale de la comptabilité publique (Trésor public), pour la même période 2006-2008.

Contrat nouvelle embauche : des statistiques en trompe l'œil

A en croire le gouvernement et le MEDEF, le contrat nouvelle embauche serait un succès. Ainsi 350 000 CNE auraient été signés depuis août 2005. Aucune statistique ne précise cependant le nombre de contrats rompus depuis cette date. Or, ce qui fait l'originalité du CNE, c'est justement sa facilité de rupture.

350 000 contrats signés ne veut donc pas dire 350 000 emplois créés, d'autant que beaucoup d'entreprises auraient de toute façon recruté ces salariés sous forme de CDI ou de CDD.

En fait, un million d'emplois sont créés chaque mois et presque autant sont détruits. Le CNE ne représente que 11% du total des embauches dans les très petites entreprises.

A signaler, concernant le CNE, que les recours devant les prud'hommes pour licenciement abusif se multiplient et que la plupart du temps la justice donne raison aux salariés.

On comprend pourquoi le MEDEF a incité le gouvernement à transmettre une note aux procureurs pour leur demander de faire barrage aux recours devant les tribunaux ...

COUP DE GUEULE

On veut tuer l'hôpital public !

Par Marie RENAULT et Aure ANDRE

Le service public hospitalier est soumis depuis quelques années à rude épreuve avec toutes les formules possibles pour lui imposer, au détriment de toute politique de santé publique, un plan d'économie drastique. La dernière belle trouvaille étant, bien sur, la fameuse T2A.

Aujourd'hui, il est devenu scandaleux de rappeler que l'hôpital public a pour première vocation de soigner tout le monde, pas de faire des bénéfices. Qui dit cela est forcément un ringard des années 50 ne se souciant pas de la bonne gestion ! Avec la mise en place de la « nouvelle gouvernance » et de la « T2A », nouvelle tarification à l'activité, l'objectif est d'uniformiser le financement des hôpitaux et des cliniques privées. C'est la suite financière des ordonnances Juppé de 1996 qui avaient aussi créé les agences régionales d'hospitalisation (ARH). Cette logique marchande a déjà un résultat : certaines grandes banques allemandes sont sur les rangs pour racheter des hôpitaux ... sans doute pas pour le plus grand bénéfice des patients !

Les établissements hospitaliers vont devoir revoir à la baisse leurs dépenses d'investissement et réduire, de ce fait, les services rendus à la population.

Ils n'auront pas d'autres choix que de diminuer les emplois ou d'augmenter leurs tarifs. En fait, demain, les hôpitaux en seront réduits à choisir leurs patients : les « riches », pour que cela rapporte plus, les « bonnes pathologies » pour que ça ne coûte pas trop cher.

Le 2^{ème} axe de travail de la droite -mais une grande partie de la gauche ferait (elle le dit presque) la même chose- consiste à déclarer des hôpitaux « mauvais » ou « dangereux » pour les fermer. Quand on ne peut pas fermer l'hôpital, on ferme des services en prétextant le manque de sécurité. Là encore, pour les bien-pensants, défendre le maillage du territoire national par les hôpitaux locaux est une attitude rétrograde ! C'est principalement le créneau d'attaque de toute la pensée rocardienne sur la santé : Fi des services de maternité qui ont permis à la France d'avoir, pendant des années, le plus bas taux de mortalité lors des accouchements. Fi des services de chirurgie accueillant le grand-père venant de se casser le col du fémur ou la fillette victime d'une entorse au lieu de les envoyer pour un séjour traumatisant au CHU de la préfecture de Région. Fi des maisons médicales ou des services de médecine générale évitant, le dimanche, de faire appel -à quel prix !- à SOS-médecin ! Il est bien loin le temps où chacun reconnaissait au service public hospitalier la mission de soigner tous les malades quel que soit leur revenu ou leur lieu d'habitation...

Les réformes hospitalières qui sont en œuvre depuis 20 ans mettent chacune un peu plus en danger l'accès aux soins de toutes les populations. Mais nous avons vraiment l'impression qu'aujourd'hui, sans far du côté de la droite, avec l'alibi du modernisme et de la meilleure gestion du côté de la social-démocratie, nous sommes en train de vivre une crise sans précédent : l'hôpital public est gravement en danger.

Vous aussi refusez la résignation, adhérez à Résistance Sociale !!!

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de RESO, association loi 1901

Siège social :

57 bd de Ménilmontant 75011 PARIS

Tel : 06 20 23 91 27

Site Internet :

<http://membres.lycos.fr/resistancesociale>

Courriel : resistance.sociale@laposte.net

Présidente de RESO et directrice de la publication : **Marinette BACHE**

NOM PRENOM :

ADRESSE :

.....

TEL : Portable :

E-mail :

J'adhère à Résistance Sociale et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

À retourner à : RESO 57 BD DE MENILMONTANT 75011 PARIS
(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)